

MONDE SANS MINES

10^e année No 2
Septembre 2008

Newsletter de la Fondation
Monde sans Mines



Chères donatrices, chers donateurs,
«Il faut prendre le monde tel qu'il est, mais ne pas le laisser tel quel.» Ces mots de l'écrivain Ignazio Silone m'accompagnent depuis longtemps. Ils me reviennent souvent en mémoire comme cette année, aussi, où nous célébrons le sixième anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH)).

Après les atrocités de la seconde guerre mondiale, la reconnaissance du fait que le soin de défendre les droits de l'homme ne peut être laissé séparément à chacune des nations s'est imposée tout autour du globe. C'est ainsi que la communauté internationale des Etats retenait comme commandement suprême en 1948: «Tous les hommes sont nés libres et égaux en dignité et en droits.» Cela élevait un principe éthique fondamental au niveau juridique le plus élevé.

L'idée que tous les humains sont équivalents et que tous ont droit à une vie digne, mais le fait, aussi, que 60 ans après l'adoption de la DUDH de nombreux droits sont, hélas, toujours foulés aux pieds, justifie amplement l'engagement de la Fondation Monde sans Mines et d'autres organisations à but non lucratif.

Vreni Müller-Hemmi
Co-présidente de la Société de promotion Institution des droits de l'homme Suisse,
Ancienne conseillère nationale PS du canton de Zurich



© MSM

Là où la misère fait oublier toute prudence

Le Laos est le pays à la plus forte densité de munitions non explosées. Monde sans Mines est le premier bailleur de fonds privé à s'engager pour un pays dont les souffrances sont restées cachées au public des décennies durant.

La contamination est inimaginable: Durant la guerre d'Indochine, de 1964 à 1973, deux millions de tonnes de bombes tombèrent sur le Laos, dont 20 à 30 pour cent n'ont pas explosé et restent jusqu'à ce jour un danger mortel tapi sous terre. Et ce bien que le Laos ait été neutre pendant la guerre du Vietnam et qu'il n'existât aucune déclaration de guerre officielle de la part des Etats-Unis à l'encontre de ce pays. Mais les forces armées américaines soumièrent le Laos à des bombardements plus que massifs, son ter-

ritoire étant traversé pour une part importante par la piste Ho-Chi-Minh. Le Laos reçut plus de bombes qu'il n'en fut lâchées sur l'Allemagne et le Japon cumulés pendant la seconde guerre mondiale.

La présidente du Conseil de Fondation, Claudine Bolay et sa sœur, Monique Bolay, conseillère de Fondation purent découvrir, lors d'un voyage au Laos, ce printemps, la puissance que dégage l'explosion d'une munition «cluster». La mise à feu fut déclenchée à un kilomètre de distance. «La déflagration fut assourdissante», se souvient Claudine Bolay. «On a du mal à imaginer ce que les gens d'ici ont dû endurer pendant des années.» La population de la province de Khammuane, l'une des régions les plus pauvres du pays, reste particulièrement concernée.

Les gens y vivent de la culture du riz, mais une grande partie d'entre eux souffre de la faim. Les champs ne peuvent être semencés qu'une fois par an. La menace des bombes empêche le déblaiement de la terre qu'exigeraient les rizières immergées. Le long délai entre les semences et la récolte contraint la population à se faire un à-côté dangereux: le commerce des métaux fleurit depuis dix ans.

Pour rompre ce cercle infernal, il faut d'urgence nettoyer des rizières. Cette année, MSM contribue pour plus d'un quart de million de francs à des projets de décontamination et d'instruction d'UXO Laos dans la province de Khammuane. Avec plus de 1000 coopérants, cette organisation de déminage gouvernementale de structure hautement professionnelle travaille dans neuf provinces sévèrement touchées; elle y démine

Quant à l'argent évoqué, 52 villages dans sept districts en profiteront d'ici à la fin de l'année: l'objectif est de déblayer 220 hectares de terrain et de permettre à 350000 hommes la culture sans danger et plus intensive du riz. Cela dit, MSM s'engagera au Laos à l'avenir également: «Nous entendons continuer d'épauler ce pays», dit Claudine Bolay. «La population a dû vivre tant d'horreurs et attendre si longtemps



Le comportement adéquat reste vital: partout, des engins de combat abandonnés.

Alors que des détecteurs de métaux fiables coûtent plus de 3000 francs, les Laotiens se procurent pour 12 francs des appareils bon marché au Viêt-Nam voisin. C'est en sandales, sans casque, ni gilet ou combinaison de sécurité que des hommes surtout partent en quête, souvent accompagnés de leurs fils malgré la scolarisation obligatoire. Des entreprises spécialisées dans la fonte payent 25 centimes du kilo. Les accidents sont réguliers. Deux semaines après la visite de MSM, des munitions non explosées déchietaient les jambes de deux garçonnets. Mais on ne voit pas de blessés, rapporte Claudine Bolay. «Nous ignorons où sont ces gens. L'on peut penser qu'ils se cachent chez eux par honte de faire ce travail.» La plupart n'a pas l'argent nécessaire au traitement des blessures. De plus, il faut douze heures pour atteindre l'hôpital le plus proche situé au Viêt-Nam et plus encore pour la capitale laotienne, Vientiane.

des champs, des écoles, des hôpitaux, des temples et des sources d'eau tout en instruisant les populations. Les coopérants vont de village en village avec des groupes de comédiens et sensibilisent au moyen d'un théâtre de marionnettes les petits et les grands aux dangers latents. C'est ainsi que l'on apprend aux enfants que, pour allumer un feu, il ne faut jamais creuser un trou dans le sol, mais que le bois doit y être simplement entassé.

avant que le bruit n'en parvienne de l'autre côté des frontières.» Elle a rapporté trop d'images montrant que la misère des gens leur fait oublier toute prudence. Celle, par exemple, des jeunes femmes se tenant à côté d'un camion chargé de douilles de munitions et de deux bombes de 500 kilos en route pour la fonderie. Comme on l'apprend plus tard, les bombes étaient certes fichues, mais non désamorçées. ■

Le Laos en bref

Capitale Vientiane | **superficie** 237 000 km² (dont respectivement 20% de plaines et hauts plateaux, 60% de montagnes) | **Population** 6,5 millions | **Système gouvernemental** république d'obédience communiste gouvernée par un parti unique: le parti populaire révolutionnaire laotien | **Indépendance** 1949 de la France | **Religion** bouddhisme | **Pauvreté** le revenu annuel par tête atteint à peine 400 francs. 72 des 142 districts sont officiellement considérés comme pauvres dont 47 indigents | **Classification par âge** 64% de la population ont moins de 25 ans | **Accès à l'eau potable et aux installations sanitaires** environ la moitié de la population.

ARRIERE-PLAN

«Quand on ne sait rien, impossible d'aider»

Dieter Ruloff, professeur de relations internationales à l'Université de Zurich, à propos de la problématique et des répercussions de conflits cachés tels que le Laos en a vécus des décennies durant.

A quoi bon mettre au jour ou porter à la connaissance du grand public des conflits cachés – des conflits qui ont été tus pendant de nombreuses années ou décennies?

Je ne crois pas que l'on se taise par principe. Grâce à l'internet, aux blogs, aux sites personnels et quoi d'autre encore, tout un chacun peut, aujourd'hui, rendre compte de tout. Même les terroristes de toutes motivations utilisent ces médias, au grand regret de la police. Il n'est en rien interdit de parler de conflits cachés, donc de ce que l'on désigne en anglais de «unseen wars». La problématique est toute autre. Nombre de ces conflits échappent à l'opinion mondiale parce que les grands mass médias, télévision en tête, n'en rendent pas compte.

Pourquoi ne le font-ils pas?

Pour diverses raisons dont une, particulièrement importante: il faut des correspondants sur place qui voient les choses, les photographient et les filment; la télévision a besoin de contenus, et, de préférence, d'images dramatiques. C'est la force des photos qui génère l'attention. Le fait est ici, tout simplement, que les pays où se déroulent ces «unseen wars» sont soit difficiles d'accès, soit tenues inaccessibles par des restrictions de voyage. En outre, il est souvent dangereux de s'aventurer dans ces régions. Je pense, par exemple, à la zone frontalière de la Colombie et de l'Equateur. A cela s'ajoute que les mass médias obéissent à leurs propres lois na-



© Torfinn/laif

Pour mémoire: la Somalie.

turelles: des sujets sont à l'ordre du jour pour disparaître ensuite. Et, surtout, les sujets concourent pour l'attention du public. Le séisme en Chine, par exemple, a pas mal supplanté la question tibétaine. Le Darfour n'apparaît guère dans les médias; l'avance des rebelles jusque dans les faubourgs de Khartoum a brièvement fait les manchettes pour disparaître aussi vite.

Quelles sont les «unseen wars» actuellement en cours?

On ne rapporte actuellement que très peu ou pas du tout sur l'est du Congo, par exemple, où, depuis la chute du régime Mobutu en 1996, différents chefs de guerre se combattent, et ce avec l'immixtion des armées régulières de pays limitrophes – y compris d'une troupe de l'ONU. On entend parler ça et là d'atrocités et de scandales tels que le commerce d'armes entre des membres de la force ONU et ces milices que, justement, elles devaient désarmer. Tout cela, pourtant, n'a pas suscité une grande attention de la part de l'opinion publique mondiale.

Où soupçonnez-vous des conflits dont on ne sait encore rien?

Au niveau des pays dits «failing states» ou «failed states» où il est

impossible, interdit ou déconseillé de se rendre parce qu'on peut y risquer sa vie. Et, bien sûr, dans la zone d'influence de régimes autoritaires craignant le regard de l'opinion publique mondiale. Puis il y a aussi des régions où cette même opinion s'est quasiment habituée à la violence: les favelas de Rio de Janeiro, les slums de Lagos, Mombasa, Mexico City ou Johannesburg. L'on ignore facilement aussi la violence régnant dans des pays passant généralement pour «non problématiques» tels que l'Inde et son insurrection des Naxalites extrémistes de gauche, et des mouvements séparatistes des Nagas au nord-est, les Philippines et leur conflit avec la New People's Army (NPA) maoïste, ou la Thaïlande, paradis de vacances dont le sud a été secoué par des violences massives entre musulmans et les troupes gouvernementales.

Où donc se situent la principale problématique et le drame des conflits cachés?

Quand on ne sait rien, impossible d'aider. En l'absence de comptes rendus, pas de pression de l'opinion publique mondiale forçant la politique à s'engager. Il en résulte le développement de conflits violents, partiellement très long et se déroulant quasi en secret ■

Flash

Percée vers l'interdiction des bombes à sous-munitions

A l'instar de la prohibition des mines antipersonnel dans la Convention d'Ottawa en 1997, les bombes à sous-munition (voir encadré) devraient bientôt être interdites. Le Comité international de la Croix Rouge, une série d'autres organisations à but non lucratif ainsi que la Norvège, l'Autriche, l'Irlande, la Nouvelle-Zélande et le Pérou avaient appelé au début de l'année dernière à des pourparlers à Oslo. Ceux-ci ont été poursuivis en mai de cette année dans le cadre d'une conférence de 10 jours à Dublin. Avec succès : Les représentants de 109 pays ont pu tomber d'accord sur l'interdiction des bombes à sous-munitions. Concrètement, le texte consigne l'interdiction de développer, de fabriquer, de vendre, d'acheter, d'employer et de stocker de tels engins. Les participants ont pu, en outre, s'accorder sur la base d'une proposition de la Suisse pour octroyer une aide financière aux victimes. Le texte doit être signé en décembre à Oslo. La Convention entrera en vigueur 6 mois après la ratification par au moins 30 pays.

Si les principaux utilisateurs de bombes «cluster» au monde, soit les USA, Israël, la Russie, l'Inde et le Pakistan n'ont pas participé à la conférence, l'on peut quand même citer Paul Vermeulen de la section suisse de Handicap International (HI) parlant d'une «étape historique». «Dès qu'existera un nouveau standard, les principaux fabricants de ces bombes auront du mal à en poursuivre la production.»

Au cours des pourparlers, tous les pays ont fait des concessions. Même la Suisse qui avait été opposée à l'interdiction de munitions-cible à minibombes ou à d'autres qui, en cas de guerre, ne touchent que des sources de cha-

leur grâce à un détecteur thermique. De plus, la Suisse, poussée par le commandement militaire, entendait négocier un délai de dix ans pour la destruction de ses propres bombes à sous-munitions. Le texte adopté ne fait plus état que de huit années. Selon des indications de HI, 200 000 de ces bombes du type M85 sont encore stockées dans notre pays.

D'après un rapport du programme de développement de l'ONU, plus de 70 Etats disposeraient toujours de gigantesques arsenaux de minibombes. Ce même rapport mentionne plus de 13 000 victimes – pour la majorité des civils (notamment des paysans et des enfants) – en Afghanistan, au Laos, au Viêt-Nam, en Irak et au Liban.

News

Le Burundi déminé: avec l'aide de Monde sans Mines

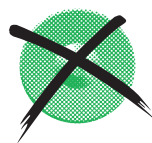
Le Burundi va être le premier pays pouvant être désigné cette année encore comme exempt de mines – et qui, de ce fait, aura surmonté les séquelles perfides de la guerre civile. Au cours des derniers mois, Monde sans Mines a soutenu le travail de la Fondation suisse de déminage, domiciliée à Genève (très active au Burundi depuis 2004) et du Burundi Mine Action Center à Bujumbura. Leurs efforts se concentrent sur le déminage et la formation dans la province de Bubanza.

Munition «cluster» (bombe à sous-munitions)

Les bombes à sous-munitions se composent d'un corps contenant des centaines de petites bombes dites «bombelets». Elles sont tirées au moyen d'engins porteurs. Celles larguées sur le Laos étaient principalement du type BLU24 et BLU26. Ces dernières se composent de 630 «bombelets» remplies de 300 billes, elles-mêmes explosives. C'est ainsi que peuvent être projetés tous azimuts jusqu'à 189 000 fragments métalliques. Dans le sol, ces bombes ont le même effet que les mines antipersonnel et peuvent exploser par simple contact même des années plus tard. Les munitions «cluster» n'étaient pas classées, jusqu'à présent, parmi les mines terrestres et, partant, non concernées par l'interdiction de ces dernières. En mai de cette année, enfin, plus de 100 Etats sont parvenus, après mûre réflexion, à opter pour l'interdiction.

Secrétariat:
Badenerstrasse 16
8004 Zurich

TEL. +41 (0)44-241 72 30
FAX +41 (0)44-241 72 31
info@wom.ch
www.wom.ch



STIFTUNG WELT OHNE MINEN
FOUNDATION WORLD WITHOUT MINES
FONDATION MONDE SANS MINES

Chaque mine désamorcée est une vie sauvée:

Monde sans Mines est une fondation selon le droit suisse, soutenue par quelque 20 000 sympathisants et bienfaiteurs. Elle lance et finance des projets en vue du déminage de terres arables dans des zones rurales, notamment de champs de mines «oubliés». Elle favorise l'initiation des populations autochtones, la formation et l'assistance technique: L'aide à s'aider soi-même afin qu'en dépit du danger omniprésent représenté par les mines, la population puisse vivre en sécurité.

La Newsletter «Monde sans mines» est l'organe de la Fondation Monde sans Mines (éditrice). Elle paraît deux fois par an et est tirée à env. 20 000 exemplaires par numéro.